

Les Républicains espagnols ont été les premiers déportés de France dès le 6 août 1940.

Durant la Seconde Guerre mondiale, il y eut près de 10.000 Républicain(e)s espagnol(e)s déporté(e)s dans les camps nazis. Ils étaient venus en France en Février 1939 pour échapper à la dictature franquiste et trouver la paix...Ils se retrouvèrent à vivre 5 années de plus sous régime de guerre. Pour ceux qui furent déportés, Ils subirent les traitements inhumains réservés à ceux qui ne devaient pas en sortir vivants. Il y en eut dans tous les camps.

Nous avons choisi pour parler de la déportation des femmes espagnoles d'évoquer le camp de **Ravensbrück** et ses **kommandos, tous rattachés à l'industrie de guerre du IIIe Reich ou aux entreprises allemandes.**

C'était la destination principale des femmes déportées dont les Espagnoles.

Situé près de la ville de Fürstenberg. Les femmes républicaines espagnoles (environ 1900) furent déportées en tant que résistantes françaises, puisque arrêtées comme telles. Elles y portèrent le triangle rouge des politiques et la lettre F pour françaises.

Début 1945, Plus de 20.000 d'entre elles connurent les marches de la mort, les survivantes parvinrent à Mauthausen.

Le 30 avril 1945, le camp de concentration de Ravensbrück est libéré par les armées soviétiques.

Et pour les hommes espagnols celui de **Mauthausen, situé en Haute Autriche.**

Ce camp est communément appelé *camp des Espagnols* puisque ce sont eux qui l'on construit. D'août 1940 à avril 1941 les Espagnols déportés sont massivement envoyés à Mauthausen. Ils y portent le triangle bleu des apatrides et la lettre « S », pour *Spanien*. Ils y sont plus de 7200, seul 1/3 en sort vivant le 5 mai 1945, jour de la libération du camp par l'armée américaine.

Ils y constituent une véritable organisation clandestine de résistance, ils forcent l'admiration des autres groupes nationaux par leur cohésion et leur sens de la solidarité.

Edmond Michelet¹ dit à leur propos :

« Les déportés peuvent différer de point de vue dans le jugement qu'ils portent sur les groupes nationaux étrangers. Mais tous sont d'accord pour dire que les Espagnols réussirent le tour de force de faire l'unanimité dans la sympathie et l'admiration. »

¹ Edmond Michelet (1889-1970), un des créateurs de « Combats » en 1941, chef régional des Mouvements unis de la résistance (MUR) en 1942, arrêté par la Gestapo en février 1943, est déporté à Dachau. Il sera compagnon de la libération, et successivement ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (1958), puis ministre de la Justice (1959-1961). Membre du Conseil constitutionnel, il succède à André Malraux en 1969 sous la présidence de Pompidou, comme ministre des Affaires culturelles.

Après 32 mois de résistance au fascisme international en Espagne ils sont aguerris et se préoccupent immédiatement de survivre et de résister.

Melcior Capdevila (Matricule 4664, arrivé le 13 décembre 1940) me confia en 1985 : « Nous n'étions ni des victimes ni des martyrs arrêtés au hasard dans la rue, comme pouvaient l'être les enfants, ramassés parce que Tziganes ou Juifs. Nous, nous étions leurs ennemis déclarés, et en nous internant, ils mettaient le vers dans le fruit, nous serions vainqueurs, même si le prix à payer devait être lourd, nous étions la Liberté. »

Pour illustrer ces propos, rappelons le rôle joué par les techniciens du labo photos du camp Antonio Garcia et Francisco Boix qui en subtilisant, copiant et stockant les photos prises par les SS purent confondre les criminels nazis au tribunal de Nuremberg.

En mai 1945, à la libération des camps, les républicains espagnols survivants des camps de concentration comptabilisent, pour la plupart, presque cinq années passées dans le système concentrationnaire. Ils survécurent parce qu'ils n'ont jamais cessé de résister et de s'entraider.

Dès leur retour, ils s'organisent et fondent la FEDIP (fédération espagnole des Déportés et internés Politique) en septembre 1945 à Toulouse. Et dans les amicales de Ravensbrück et de Mauthausen, ils forment une section espagnole. Ils se battent pour soutenir la lutte contre la dictature franquiste, mais aussi pour leurs droits et épouseront bien d'autres causes qui sont celles de la Liberté.

Le siège parisien de la FEDIP était dans cet arrondissement rue de St-Pétersbourg.

Une plaque les honorant a été posée le 25 Mai dernier.

A cette occasion nous renouvelons nos remerciements aux copropriétaires De l'immeuble concernée à la mairie du 8° arrondissement et à la mairie centrale pour leur aide.